**Rapport de la Commission de gestion
du Conseil Communal de Prangins
sur la gestion et les comptes de l'année 1997**

Préavis municipal No 3/98

Responsable: la Municipalité

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission de gestion 1998 est composée de Madame Anne-Marie Maeder et de Messieurs Roland Duss, André Fischer, Jean-Claude Haissly, Walter Hediger, Jean-Louis Maytain et Vincent Pont, rapporteur. Elle s'est réunie dix fois afin d'examiner la gestion et les comptes de l'exercice 1997.

La Commission a rencontré M. le Syndic à deux reprises. Il est rapidement apparu que de nombreux sujets peuvent être abordés, la Commission demeurant toutefois consciente de son domaine de compétence. La Commission remercie M. le syndic Kappeler de sa disponibilité et de la qualité des contacts qu'il a été possible d'établir. La plupart des autres Municipaux étant entrés en fonction au début de cette année seulement, nous avons prévu de les rencontrer lors de nos séances d'automne, après un temps d'adaptation.

Nous avons examiné les factures et les comptes ainsi que les questions relatives à divers travaux de transformations. Les relations de la Commune avec des entreprises ont été également examinées de même que la fonction de boursier à l'heure du départ à la retraite de M. Clémence. Nous terminons ce rapport par l'énoncé de six observations.

Les comptes annuels de la Commune ont été vérifiés par la fiduciaire Heller qui recommande leur approbation tels qu'ils sont présentés.

Gestion et comptes

Quelques points méritent d'être soulignés:

1. Le fonds de réserve qui représente notre fortune est passé de Fr. 8.337.239,77 au 1er janvier 1997 à Fr. 9.627.380,29 à la fin de l'exercice 1997.
2. La marge brute d'autofinancement (cash flow) se monte à Fr. 3.659.450,89. Elle est pratiquement stable par rapport à celle de l'exercice précédent.
3. Un bénéfice de 2.608.914 Fr. a permis des amortissements extraordinaires de 2.604.975 Fr. qui s'ajoutent aux amortissements ordinaires de 819.623 Fr.; ces amortissements extraordinaires sont comparables à ceux de 1996.

4. Cet excédent provient, pour l'essentiel, de 820.000 Fr. environ d'impôts aléatoires et de 450.000 Fr. d'impôts ordinaires de plus que prévus, de 500.000 Fr. d'économies sur l'achat de biens ou de marchandises ou sur l'entretien, de 150.000 Fr. de moins d'intérêts passifs, de 150.000 Fr. de bénéfices comptables ou ventes d'actifs, de 170.000 Fr. de moins de participation à l'Etat.

Ces faits devraient nous encourager à poursuivre notre politique d'amortissement de la dette tout en maintenant les investissements à un niveau raisonnable.

Réfection de la STEP

Un dépassement de crédit de 268.000 Fr. a été enregistré. A ce propos, la Commission a rencontré sur place MM. Kappeler et Nickl. Tous deux doivent être remerciés de leur disponibilité. La Commission a trouvé ce dépassement justifié. Il est dû à des imprévus portant sur la peinture des bâtiments, le nettoyage et la réfection du monobloc; ce dernier point explique à lui seul une part importante du dépassement. Il faut ajouter le transport d'un petit bâtiment à l'extérieur du périmètre de la STEP ainsi que son aménagement à l'intention du club de football, le tout pour un montant de 21.000 Fr. Pour mémoire, ce bâtiment correspond à l'ancienne buvette des Abériaux. Certains appareils ont été changés afin d'assurer une meilleure rentabilité. Enfin, des aménagements de caractère esthétique, extérieurs au domaine de la STEP mais entrant bien dans le cadre de ces travaux, participent également au dépassement de crédit. Plutôt que d'être ventilés dans d'autres comptes, les sommes résultant de ces aménagements ont été reportées dans le compte de la STEP par souci de transparence. L'ensemble des travaux a été effectué à satisfaction. Les odeurs qui se dégagent des lieux sont faibles; elles sont à peine perceptibles dans le voisinage et proviennent essentiellement de la partie supérieure du monobloc.

Une part du dépassement pourrait être prise en charge par l'Etat jusqu'à concurrence de 60 %. Le syndic demandera au Conseil un crédit complémentaire lorsque l'on connaîtra le décompte final et le montant précis de la subvention de l'Etat. Une commission se penchera alors sur le préavis relatif à cette demande de crédit. Afin de ne pas effectuer un travail inutile, notre commission s'est plutôt penchée sur les rapports de chantier. Il serait peut-être utile ensuite que l'un de nos membres se joigne à la commission en charge du préavis.

Réfection de la Route de Bénex

Au départ, la demande de crédit s'élevait à 2.580.000 Fr. Le Conseil a obtenu la suppression des divers pour un montant de 300.000 Fr. Finalement, on enregistre un dépassement de 110.000 Fr. du crédit voté. Dans ce cas également, la Commission s'est penchée sur les rapports de chantier. Lorsque les comptes seront bouclés, la Municipalité devra demander au Conseil un crédit supplémentaire.

La Commission a été surprise par le montant de Fr. 63.955,30 de la facture présentée par l'entreprise Denogent et de l'attribution quasi automatique de l'essentiel des travaux de la Commune à cette même entreprise. Cette question sera discutée plus loin.

Restauration du bâtiment du "Four" (boulangerie de la Place).

M. Giovannini, technicien communal nous en a fourni le décompte ainsi que des explications des travaux réalisés. Nous l'en remercions.

La dernière restauration de cet édifice remonte à 1932. D'importants travaux se sont donc avérés nécessaires. Les soubassements de couleur grise, sur trois côtés au bas de l'édifice sont maintenant hydrofuges et parfaitement joints au sol goudronné. L'eau ne peut ainsi remonter dans les murs revêtus d'un crépi minéral assurant une bonne évaporation de l'humidité. Dans les angles, la molasse fortement attaquée a été recrépie. La charpente a nécessité d'importants travaux de réparation. Pour ce qui concerne l'essentiel de l'ouvrage, le montant de cette restauration s'établit comme suit (Voir également sous "Observations"):

<u>Entreprise</u>	<u>Travaux</u>	<u>Coût (Fr.)</u>
Hanhart	toiture	525
Gigandet	carrelage	1320
Kohler	traitement et réparation de la charpente	7378
Page	traitement des murs, pose du crépi, maçonnerie	16588
Bader	peinture	9384
	Total	<u>35195</u>

Entreprise Denogent

Il n'y a pas d'intention délibérée d'attribuer tous les travaux de paysagiste à l'entreprise Denogent. Pour les ouvrages importants, les attributions sont décidées sur la base des devis. Ainsi, les travaux concernant la deuxième partie du parking des Abériaux ont été attribués à une autre entreprise. Il faut reconnaître que les travaux effectués par l'entreprise Denogent sont d'excellente qualité et les prix compétitifs. De plus l'entreprise Denogent est mieux équipée que d'autres pour des ouvrages importants. Il existe ensuite une sorte de logique à lui attribuer également le suivi de ces travaux. Il a toutefois semblé à la Commission que des travaux d'entretien pourraient plus souvent être confiés à d'autres paysagistes installés dans la Commune. En 1997, le coût total des travaux d'entretien assurés par l'entreprise Denogent s'est élevé à 59'300 Fr. Il s'agit là d'un montant relativement constant qui a semblé raisonnable à la Commission. Il peut donner une bonne idée des coûts pratiqués par cette entreprise.

Société électrique intercommunale (SEIC)

La Commission s'étonne que les travaux d'électricité soient toujours confiés à la SEIC., même des tâches d'apparence mineures telles que le changement d'ampoules de l'éclairage public. Le syndic nous répond que la Commune ne dispose pas de certaines

infrastructures et que des opérations à première vue anodines nécessitent des compétences. La Municipalité étudie néanmoins la possibilité de confier certains travaux à ses propres services. D'autre part, il ne faut pas oublier que la Commune de Prangins est d'une certaine manière co-proprétaire de la SEIC et qu'elle bénéficie ainsi de ristournes. De plus, les travaux effectués par cette entreprise sont de bonne qualité à l'exemple de ceux réalisés à la STEP. Il faut signaler que ces travaux devisés à 15'000 Fr. ont finalement vu leur coût grimper à 67'000 Fr. Cette augmentation des coûts est due à une sous-estimation des travaux par les bureaux d'ingénieurs et à des adjudications de travaux supplémentaires.

Concernant l'éclairage public, des devis ont été demandés à d'autres entreprises. La SEIC s'est révélée compétitive et les travaux lui ont été confiés pour les raisons évoquées plus haut. Il faut espérer que l'on ne rencontrera pas de surprises et que les montants prévus ne seront pas dépassés.

Auberge communale

Une moins bonne fréquentation de l'auberge communale avait mis l'aubergiste dans la difficulté de payer son loyer, cela malgré une bonne gestion de ce commerce. Une auberge communale ayant un rôle social à jouer dans la cité, la Municipalité avait consenti à baisser momentanément ce loyer de 2'000 Fr. pour le porter à 4'854 Fr. Actuellement, il s'élève à nouveau à 6854 Fr. Cette aide a été bénéfique puisque les affaires semblent se porter mieux maintenant. Il faut espérer que la rentabilité de l'auberge augmentera encore avec l'ouverture du Château.

Dons et bourses

Il n'y a pas de politique à ce sujet et par conséquent pas d'enveloppe réservée à ces destinations. Il existe toutefois des organismes que la Commune soutient régulièrement. On pourrait imaginer une rubrique dans le budget réservée aux dons. Concernant les bourses et prêts d'honneur, il serait bon que la Commune puisse rapidement orienter les demandeurs vers des organismes capables de leur venir en aide. M. le syndic nous a dit vouloir réfléchir à cette question.

Entretien avec Monsieur R. Clémence, boursier.

Cette fonction comprend la gestion de la bourse, des finances et des assurances sociales.

1. Bourse

Les factures sont contrôlées dès leur réception par Mme B. Goetschmann puis remises aux Municipaux pour l'obtention du visa. Elles lui reviennent pour le paiement et le calcul des escomptes. Elles sont ensuite transmises aux boursier pour être ventilées. Les factures retournent enfin chez Mme Goetschmann pour numérotation et enregistrement. Cette personne s'occupe également, avec le boursier, de la facturation liée en particulier au port, aux soins dentaires, aux taxes de raccordement.

La gestion des loyers comporte la facturation et le "suivi". Il s'agit de l'auberge, du Bâtiment de la Place, de l'ancien bâtiment administratif, de l'ancienne poste, des bâtiments d'école, de l'immeuble Fischer, de la buvette des Abériaux, du Pressoir, de la boulangerie, de la plage de Promenthoux et de la Barcarolle.

2. Gestion des finances

Elle comporte le suivi des échéances, des placements, en préparation de la décision politique. Connaissant à tout instant les liquidités et les disponibilités, le boursier met au point les stratégies et les plans de paiements et de placements. Une bonne communication interne est nécessaire.

Le boursier procède au bouclage des comptes en rapport avec le budget ainsi qu'aux amortissements obligatoires. Son expérience est importante; la Municipalité peut en bénéficier.

3. Assurances sociales

Il s'agit de l'AVS, de l'AI, des prestations complémentaires (PC), des prestations complémentaires de guérison (PCG), de l'assurance chômage (cotisations), de l'aide sociale vaudoise du fonds cantonal pour la famille, de l'aide sociale RMR (contrôle et visa) et des demandes de subsides de l'assurance maladie.

Ce travail représente 2800 à 3000 gestions de dossiers par année à contrôler, enregistrer et adresser aux organes compétents, à Clarens, Vevey, Lausanne et Nyon. C'est à ces diverses instances que reviennent les décisions.

4. Examen des factures

Il est apparu que bien des particuliers préfèrent encore effectuer leurs paiements de main à main. Aucune règle ne les oblige de procéder d'une autre manière. Mieux vaut d'ailleurs ne pas créer des complications qui pourraient venir entraver le règlement des factures.

Le boursier possède le contrôle des "petites caisses" de la Commune (police, greffe, service du feu, commission scolaire). Ces caisses permettent d'effectuer des remboursements ou de régler des faux frais; elles ne permettent en principe pas des achats de matériel importants.

5. Conclusion. C'est la première fois qu'une Commission de gestion rencontre le boursier. Il était donc temps de combler cette lacune. Monsieur Clémence a accepté avec plaisir de répondre à nos questions; nous le remercions de sa disponibilité. Cet entretien a permis à la Commission de mieux comprendre la tâche du boursier ainsi que son importance. Il est apparu que l'expérience est un atout important qui pourrait orienter le choix d'un successeur (voir également sous "Observations").

Questions

Elles résultent de l'examen des comptes.

1. On paye à la Vaudoise Assurance des taux de 7,250 %, de 6,875 % et de 5,000 %. Quelle est l'échéance de ces emprunts ? Pourrait-on négocier des taux plus bas ?
2. En ce qui concerne les fonds de réserve et le Service du feu en particulier, que représente la somme de 31.372 Fr. Où a-t-elle été ventilée ?
3. Au No de compte 810.4813, que signifie le revenu de 138.310,33 Fr. ?
4. Tous les No de compte suivants comportent des différences souvent importantes entre les sommes figurant au budget et celles que l'on retrouve dans les comptes (charges ou revenus). La liste n'est pas exhaustive. La Municipalité a-t-elle des remarques à formuler à ce sujet ? On peut regretter que des commentaires n'accompagnent pas certains libellés comme cela avait été le cas lors de la présentation des comptes de quelques années précédentes.

101.3170	101.3185	110.3186	110.3189	110.3193		
210.3191	220.4221	230.3301				
310.4242	352.3114	352.3154	353.3141			
410.3185	420.3185	420.3193	430.3011	440.3011	440.3143	450.3114
461.3144						
610.3143						
810.3121	810.3526	810.4813				

Observations

La Commission désirerait obtenir des réponses à des questions d'ordre général qu'elle a choisi de formuler sous forme d'observations.

1. L'examen du rapport de la fiduciaire Heller a permis de constater qu'une facture avait été payée deux fois; elle figure sous la forme d'un remboursement à recevoir. Cette erreur est-elle inhérente à un système qu'il serait possible d'améliorer ?
2. La Commission désirerait obtenir quelques explications relatives à l'"autorisation générale de plaider" traitée aux pages 12 et 13 du rapport de gestion. Quels résultats a-t-on obtenus ? Quelles affaires sont en cours, sur quels thèmes ? Lesquelles sont résolues ? Quelle est l'évolution par rapport à l'année 1996 ?
3. A quoi est destiné le fonds de réserve-service des eaux figurant au compte No 9280.120 ?
4. La Commission a pris connaissance du montant de 35.195 Fr. de la restauration du bâtiment du "Four". Ce montant ne représente probablement pas le coût total de l'ouvrage. La Municipalité pense-t-elle présenter un préavis et quand ?

5. La retraite prochaine de notre boursier était prévisible. Nous constatons que pour l'instant rien n'a été prévu pour assurer la continuité de la tenue de la bourse communale. Nous estimons qu'il s'agit d'un manque de prévoyance. Comment la Municipalité pense-t-elle pourvoir au remplacement du boursier en rapport avec l'évolution du cahier des charges de cette fonction? Un poste à plein temps est-il nécessaire ?

6. Il est question, à la page 20 du rapport de gestion, du début des travaux entrant dans le plan de quartier "Chalet Méléze". Quels sont ces travaux et pourquoi ne sont-ils pas réalisés dans l'ordre initialement prévu ?

Conclusion

La Commission de gestion du Conseil communal, chargée d'examiner les comptes et la gestion de la Commune de Prangins pour l'exercice 1997, certifie qu'elle a accompli son mandat avec l'attention requise.

En conséquence et au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

Le Conseil communal de Prangins

vu le préavis No 3/98
Rapport de la Municipalité relatif à la gestion et aux comptes de l'année 1997,
lu le rapport de la Commission de gestion,
attendu que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

Décide:

1. de donner décharge à la Municipalité, avec remerciements, de sa gestion pour l'année 1997,
2. d'accepter, tels que présentés, les comptes de la Bourse communale de Prangins pour l'exercice 1997.

Prangins, le 8 juin 1998.

Les membres de la Commission de gestion:

Mme A.-M. Maeder

M. R. Duss

M. A. Fischer

M. J.-C. Haissly

M. W. Hediger

M. J.-L. Maytain

M. V. Pont, rapporteur

A.M. Maeder
R. Duss

A.F.
W. Hediger

M.V. Pont

Reçu le		Remarques
10 -06- 1998		
HRK	<i>[Signature]</i>	
EJ	<i>[Signature]</i>	
MJT	<i>[Signature]</i>	
EK	<i>[Signature]</i>	
HS		
- à classer		Visa
- à traiter en séance du		<i>[Signature]</i>

**Rapport de la Commission de gestion
du Conseil Communal de Prangins
sur la gestion et les comptes de l'année 1997**

Préavis municipal No 3/98

Responsable: la Municipalité

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Commission de gestion 1998 est composée de Madame Anne-Marie Maeder et de Messieurs Roland Duss, André Fischer, Jean-Claude Haissly, Walter Hediger, Jean-Louis Maytain et Vincent Pont, rapporteur. Elle s'est réunie dix fois afin d'examiner la gestion et les comptes de l'exercice 1997.

La Commission a rencontré M. le Syndic à deux reprises. Il est rapidement apparu que de nombreux sujets peuvent être abordés, la Commission demeurant toutefois consciente de son domaine de compétence. La Commission remercie M. le syndic Kappeler de sa disponibilité et de la qualité des contacts qu'il a été possible d'établir. La plupart des autres Municipaux étant entrés en fonction au début de cette année seulement, nous avons prévu de les rencontrer lors de nos séances d'automne, après un temps d'adaptation.

Nous avons examiné les factures et les comptes ainsi que les questions relatives à divers travaux de transformations. Les relations de la Commune avec des entreprises ont été également examinées de même que la fonction de boursier à l'heure du départ à la retraite de M. Clémence. Nous terminons ce rapport par l'énoncé de six observations.

Les comptes annuels de la Commune ont été vérifiés par la fiduciaire Heller qui recommande leur approbation tels qu'ils sont présentés.

Gestion et comptes

Quelques points méritent d'être soulignés:

1. Le fonds de réserve qui représente notre fortune est passé de Fr. 8.337.239,77 au 1er janvier 1997 à Fr. 9.627.380,29 à la fin de l'exercice 1997.
2. La marge brute d'autofinancement (cash flow) se monte à Fr. 3.659.450,89. Elle est pratiquement stable par rapport à celle de l'exercice précédent.
3. Un bénéfice de 2.608.914 Fr. a permis des amortissements extraordinaires de 2.604.975 Fr. qui s'ajoutent aux amortissements ordinaires de 819.623 Fr.; ces amortissements extraordinaires sont comparables à ceux de 1996.

4. Cet excédent provient, pour l'essentiel, de 820.000 Fr. environ d'impôts aléatoires et de 450.000 Fr. d'impôts ordinaires de plus que prévus, de 500.000 Fr. d'économies sur l'achat de biens ou de marchandises ou sur l'entretien, de 150.000 Fr. de moins d'intérêts passifs, de 150.000 Fr. de bénéfices comptables ou ventes d'actifs, de 170.000 Fr. de moins de participation à l'Etat.

Ces faits devraient nous encourager à poursuivre notre politique d'amortissement de la dette tout en maintenant les investissements à un niveau raisonnable.

Réfection de la STEP

Un dépassement de crédit de 268.000 Fr. a été enregistré. A ce propos, la Commission a rencontré sur place MM. Kappeler et Nickl. Tous deux doivent être remerciés de leur disponibilité. La Commission a trouvé ce dépassement justifié. Il est dû à des imprévus portant sur la peinture des bâtiments, le nettoyage et la réfection du monobloc; ce dernier point explique à lui seul une part importante du dépassement. Il faut ajouter le transport d'un petit bâtiment à l'extérieur du périmètre de la STEP ainsi que son aménagement à l'intention du club de football, le tout pour un montant de 21.000 Fr. Pour mémoire, ce bâtiment correspond à l'ancienne buvette des Abériaux. Certains appareils ont été changés afin d'assurer une meilleure rentabilité. Enfin, des aménagements de caractère esthétique, extérieurs au domaine de la STEP mais entrant bien dans le cadre de ces travaux, participent également au dépassement de crédit. Plutôt que d'être ventilés dans d'autres comptes, les sommes résultant de ces aménagements ont été reportées dans le compte de la STEP par souci de transparence. L'ensemble des travaux a été effectué à satisfaction. Les odeurs qui se dégagent des lieux sont faibles; elles sont à peine perceptibles dans le voisinage et proviennent essentiellement de la partie supérieure du monobloc.

Une part du dépassement pourrait être prise en charge par l'Etat jusqu'à concurrence de 60 %. Le syndic demandera au Conseil un crédit complémentaire lorsque l'on connaîtra le décompte final et le montant précis de la subvention de l'Etat. Une commission se penchera alors sur le préavis relatif à cette demande de crédit. Afin de ne pas effectuer un travail inutile, notre commission s'est plutôt penchée sur les rapports de chantier. Il serait peut-être utile ensuite que l'un de nos membres se joigne à la commission en charge du préavis.

Réfection de la Route de Bénex

Au départ, la demande de crédit s'élevait à 2.580.000 Fr. Le Conseil a obtenu la suppression des divers pour un montant de 300.000 Fr. Finalement, on enregistre un dépassement de 110.000 Fr. du crédit voté. Dans ce cas également, la Commission s'est penchée sur les rapports de chantier. Lorsque les comptes seront bouclés, la Municipalité devra demander au Conseil un crédit supplémentaire.

La Commission a été surprise par le montant de Fr. 63.955,30 de la facture présentée par l'entreprise Denogent et de l'attribution quasi automatique de l'essentiel des travaux de la Commune à cette même entreprise. Cette question sera discutée plus loin.

Restauration du bâtiment du "Four" (boulangerie de la Place).

M. Giovannini, technicien communal nous en a fourni le décompte ainsi que des explications des travaux réalisés. Nous l'en remercions.

La dernière restauration de cet édifice remonte à 1932. D'importants travaux se sont donc avérés nécessaires. Les soubassements de couleur grise, sur trois côtés au bas de l'édifice sont maintenant hydrofuges et parfaitement joints au sol goudronné. L'eau ne peut ainsi remonter dans les murs revêtus d'un crépi minéral assurant une bonne évaporation de l'humidité. Dans les angles, la molasse fortement attaquée a été recrépie. La charpente a nécessité d'importants travaux de réparation. Pour ce qui concerne l'essentiel de l'ouvrage, le montant de cette restauration s'établit comme suit (Voir également sous "Observations"):

<u>Entreprise</u>	<u>Travaux</u>	<u>Coût (Fr.)</u>
Hanhart	toiture	525
Gigandet	carrelage	1320
Kohler	traitement et réparation de la charpente	7378
Page	traitement des murs, pose du crépi, maçonnerie	16588
Bader	peinture	9384
	Total	<u>35195</u>

Entreprise Denogent

Il n'y a pas d'intention délibérée d'attribuer tous les travaux de paysagiste à l'entreprise Denogent. Pour les ouvrages importants, les attributions sont décidées sur la base des devis. Ainsi, les travaux concernant la deuxième partie du parking des Abériaux ont été attribués à une autre entreprise. Il faut reconnaître que les travaux effectués par l'entreprise Denogent sont d'excellente qualité et les prix compétitifs. De plus l'entreprise Denogent est mieux équipée que d'autres pour des ouvrages importants. Il existe ensuite une sorte de logique à lui attribuer également le suivi de ces travaux. Il a toutefois semblé à la Commission que des travaux d'entretien pourraient plus souvent être confiés à d'autres paysagistes installés dans la Commune. En 1997, le coût total des travaux d'entretien assurés par l'entreprise Denogent s'est élevé à 59'300 Fr. Il s'agit là d'un montant relativement constant qui a semblé raisonnable à la Commission. Il peut donner une bonne idée des coûts pratiqués par cette entreprise.

Société électrique intercommunale (SEIC)

La Commission s'étonne que les travaux d'électricité soient toujours confiés à la SEIC., même des tâches d'apparence mineures telles que le changement d'ampoules de l'éclairage public. Le syndic nous répond que la Commune ne dispose pas de certaines

infrastructures et que des opérations à première vue anodines nécessitent des compétences. La Municipalité étudie néanmoins la possibilité de confier certains travaux à ses propres services. D'autre part, il ne faut pas oublier que la Commune de Prangins est d'une certaine manière co-proprétaire de la SEIC et qu'elle bénéficie ainsi de ristournes. De plus, les travaux effectués par cette entreprise sont de bonne qualité à l'exemple de ceux réalisés à la STEP. Il faut signaler que ces travaux devisés à 15'000 Fr. ont finalement vu leur coût grimper à 67'000 Fr. Cette augmentation des coûts est due à une sous-estimation des travaux par les bureaux d'ingénieurs et à des adjudications de travaux supplémentaires.

Concernant l'éclairage public, des devis ont été demandés à d'autres entreprises. La SEIC s'est révélée compétitive et les travaux lui ont été confiés pour les raisons évoquées plus haut. Il faut espérer que l'on ne rencontrera pas de surprises et que les montants prévus ne seront pas dépassés.

Auberge communale

Une moins bonne fréquentation de l'auberge communale avait mis l'aubergiste dans la difficulté de payer son loyer, cela malgré une bonne gestion de ce commerce. Une auberge communale ayant un rôle social à jouer dans la cité, la Municipalité avait consenti à baisser momentanément ce loyer de 2'000 Fr. pour le porter à 4'854 Fr. Actuellement, il s'élève à nouveau à 6854 Fr. Cette aide a été bénéfique puisque les affaires semblent se porter mieux maintenant. Il faut espérer que la rentabilité de l'auberge augmentera encore avec l'ouverture du Château.

Dons et bourses

Il n'y a pas de politique à ce sujet et par conséquent pas d'enveloppe réservée à ces destinations. Il existe toutefois des organismes que la Commune soutient régulièrement. On pourrait imaginer une rubrique dans le budget réservée aux dons. Concernant les bourses et prêts d'honneur, il serait bon que la Commune puisse rapidement orienter les demandeurs vers des organismes capables de leur venir en aide. M. le syndic nous a dit vouloir réfléchir à cette question.

Entretien avec Monsieur R. Clémence, boursier.

Cette fonction comprend la gestion de la bourse, des finances et des assurances sociales.

1. Bourse

Les factures sont contrôlées dès leur réception par Mme B. Goetschmann puis remises aux Municipaux pour l'obtention du visa. Elles lui reviennent pour le paiement et le calcul des escomptes. Elles sont ensuite transmises aux boursier pour être ventilées. Les factures retournent enfin chez Mme Goetschmann pour numérotation et enregistrement. Cette personne s'occupe également, avec le boursier, de la facturation liée en particulier au port, aux soins dentaires, aux taxes de raccordement.

La gestion des loyers comporte la facturation et le "suivi". Il s'agit de l'auberge, du Bâtiment de la Place, de l'ancien bâtiment administratif, de l'ancienne poste, des bâtiments d'école, de l'immeuble Fischer, de la buvette des Abériaux, du Pressoir, de la boulangerie, de la plage de Promenthoux et de la Barcarolle.

2. Gestion des finances

Elle comporte le suivi des échéances, des placements, en préparation de la décision politique. Connaissant à tout instant les liquidités et les disponibilités, le boursier met au point les stratégies et les plans de paiements et de placements. Une bonne communication interne est nécessaire.

Le boursier procède au bouclage des comptes en rapport avec le budget ainsi qu'aux amortissements obligatoires. Son expérience est importante; la Municipalité peut en bénéficier.

3. Assurances sociales

Il s'agit de l'AVS, de l'AI, des prestations complémentaires (PC), des prestations complémentaires de guérison (PCG), de l'assurance chômage (cotisations), de l'aide sociale vaudoise du fonds cantonal pour la famille, de l'aide sociale RMR (contrôle et visa) et des demandes de subsides de l'assurance maladie.

Ce travail représente 2800 à 3000 gestions de dossiers par année à contrôler, enregistrer et adresser aux organes compétents, à Clarens, Vevey, Lausanne et Nyon. C'est à ces diverses instances que reviennent les décisions.

4. Examen des factures

Il est apparu que bien des particuliers préfèrent encore effectuer leurs paiements de main à main. Aucune règle ne les oblige de procéder d'une autre manière. Mieux vaut d'ailleurs ne pas créer des complications qui pourraient venir entraver le règlement des factures.

Le boursier possède le contrôle des "petites caisses" de la Commune (police, greffe, service du feu, commission scolaire). Ces caisses permettent d'effectuer des remboursements ou de régler des faux frais; elles ne permettent en principe pas des achats de matériel importants.

5. Conclusion. C'est la première fois qu'une Commission de gestion rencontre le boursier. Il était donc temps de combler cette lacune. Monsieur Clémence a accepté avec plaisir de répondre à nos questions; nous le remercions de sa disponibilité. Cet entretien a permis à la Commission de mieux comprendre la tâche du boursier ainsi que son importance. Il est apparu que l'expérience est un atout important qui pourrait orienter le choix d'un successeur (voir également sous "Observations").

Questions

Elles résultent de l'examen des comptes.

1. On paye à la Vaudoise Assurance des taux de 7,250 %, de 6,875 % et de 5,000 %. Quelle est l'échéance de ces emprunts ? Pourrait-on négocier des taux plus bas ?
2. En ce qui concerne les fonds de réserve et le Service du feu en particulier, que représente la somme de 31.372 Fr. Où a-t-elle été ventilée ?
3. Au No de compte 810.4813, que signifie le revenu de 138.310,33 Fr. ?
4. Tous les No de compte suivants comportent des différences souvent importantes entre les sommes figurant au budget et celles que l'on retrouve dans les comptes (charges ou revenus). La liste n'est pas exhaustive. La Municipalité a-t-elle des remarques à formuler à ce sujet ? On peut regretter que des commentaires n'accompagnent pas certains libellés comme cela avait été le cas lors de la présentation des comptes de quelques années précédentes.

101.3170	101.3185	110.3186	110.3189	110.3193		
210.3191	220.4221	230.3301				
310.4242	352.3114	352.3154	353.3141			
410.3185	420.3185	420.3193	430.3011	440.3011	440.3143	450.3114
461.3144						
610.3143						
810.3121	810.3526	810.4813				

Observations

La Commission désirerait obtenir des réponses à des questions d'ordre général qu'elle a choisi de formuler sous forme d'observations.

1. L'examen du rapport de la fiduciaire Heller a permis de constater qu'une facture avait été payée deux fois; elle figure sous la forme d'un remboursement à recevoir. Cette erreur est-elle inhérente à un système qu'il serait possible d'améliorer ?
2. La Commission désirerait obtenir quelques explications relatives à l'"autorisation générale de plaider" traitée aux pages 12 et 13 du rapport de gestion. Quels résultats a-t-on obtenus ? Quelles affaires sont en cours, sur quels thèmes ? Lesquelles sont résolues ? Quelle est l'évolution par rapport à l'année 1996 ?
3. A quoi est destiné le fonds de réserve-service des eaux figurant au compte No 9280.120 ?
4. La Commission a pris connaissance du montant de 35.195 Fr. de la restauration du bâtiment du "Four". Ce montant ne représente probablement pas le coût total de l'ouvrage. La Municipalité pense-t-elle présenter un préavis et quand ?

5. La retraite prochaine de notre boursier était prévisible. Nous constatons que pour l'instant rien n'a été prévu pour assurer la continuité de la tenue de la bourse communale. Nous estimons qu'il s'agit d'un manque de prévoyance. Comment la Municipalité pense-t-elle pourvoir au remplacement du boursier en rapport avec l'évolution du cahier des charges de cette fonction? Un poste à plein temps est-il nécessaire ?

6. Il est question, à la page 20 du rapport de gestion, du début des travaux entrant dans le plan de quartier "Chalet Méléze". Quels sont ces travaux et pourquoi ne sont-ils pas réalisés dans l'ordre initialement prévu ?

Conclusion

La Commission de gestion du Conseil communal, chargée d'examiner les comptes et la gestion de la Commune de Prangins pour l'exercice 1997, certifie qu'elle a accompli son mandat avec l'attention requise.

En conséquence et au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre les décisions suivantes:

Le Conseil communal de Prangins

vu le préavis No 3/98
Rapport de la Municipalité relatif à la gestion et aux comptes de l'année 1997,
lu le rapport de la Commission de gestion,
attendu que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour,

Décide:

1. de donner décharge à la Municipalité, avec remerciements, de sa gestion pour l'année 1997,
2. d'accepter, tels que présentés, les comptes de la Bourse communale de Prangins pour l'exercice 1997.

Prangins, le 8 juin 1998.

Les membres de la Commission de gestion:

Mme A.-M. Maeder

M. R. Duss

M. A. Fischer

M. J.-C. Haissly

M. W. Hediger

M. J.-L. Maytain

M. V. Pont, rapporteur

A.M. Maeder
R. Duss

A.F.
W. Hediger

M.V. Pont

Reçu le		Remarques
10 -06- 1998		
HRK	<i>[Signature]</i>	
EJ	<i>[Signature]</i>	
MJT	<i>[Signature]</i>	
EK	<i>[Signature]</i>	
HS		
- à classer		Visa
- à traiter en séance du		<i>[Signature]</i>